

9

Un Africain à Paris: Retour sur l'exil politique de Laurent Gbagbo dans les années 80

Pascal Bianchini

Comme tout évolue. Hier, on nous accusait d'être l'avant-garde avancée du communisme en Afrique avec le RDA. Il ne s'agit pas de la stabilité d'Houphouët au pouvoir. Il s'agit de la stabilité de la Côte d'Ivoire, du régime ivoirien.

Félix Houphouët-Boigny, 1982.

Une explication historique ne se fonde pas sur des déductions directes des lois de la nature, mais sur une séquence imprévisible d'états antécédents, séquence au cours de laquelle n'importe quelle étape aurait abouti à modifier le résultat final. Ce résultat est donc dépendant ou contingent, de tout ce qui l'a précédé – l'ineffaçable et déterminante signature de l'histoire.

Stephen Jay Gould

L'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo en octobre 2000 et la succession d'événements tragiques qui l'ont accompagnée ont suscité une série de portraits journalistiques. Ces récits, qu'ils soient plutôt critiques¹ ou plutôt apologétiques² ont ceci de commun qu'ils sacrifient inévitablement au principe de « l'illusion biographique » (Bourdieu 1986). Il s'agit alors de répondre à la question pressante que l'on peut énoncer ainsi: « Mais qui est vraiment Laurent Gbagbo? ». Étant un peu sociologue et ... ayant un peu connu le personnage lors de son exil parisien, je pense que cette question – qui n'est sans doute pas sans intérêt surtout pour ceux qui sont directement en prise avec la crise ivoirienne actuelle – mérite un peu plus d'attention et de patience. Au risque de décevoir, je ne prétends pas percer le « mystère Gbagbo » en dévoilant des aspects véritablement inconnus de sa personnalité et de son action.

Pour autant, cette contribution n'est sans doute pas très « académique » à plus d'un titre. D'abord, elle est en partie fondée sur des souvenirs personnels, avec le risque d'altération de la mémoire, non négligeable une quinzaine d'années plus tard, sans qu'il s'agisse pour autant d'esquisser une oeuvre de mémorialiste. Ensuite, elle implique un « rôle contradictoire » au sens goffmanien, puisqu'ayant fait partie d'une « équipe » en compagnie de celui qui n'était pas encore l'actuel chef de l'État ivoirien, je peux aujourd'hui produire une information qui renvoie à la catégorie du « secret » – entendue au sens large, toujours selon ce même cadre analytique – dans la mesure où les propos dont j'ai gardé le souvenir n'étaient pas destinés à donner de la matière à un « papier » diffusé dans un cadre universitaire.³ Enfin, je dois avouer qu'il s'agit aussi de me situer par rapport à cette histoire un peu étrange, notamment pour moi qui n'ai jamais particulièrement recherché la fréquentation des hommes de pouvoir, surtout lorsqu'ils finissent par avoir pas mal de sang sur les mains pour y accéder et s'y maintenir...

L'hypothèse qui me paraît intéressante à développer est que l'exil de Laurent Gbagbo est une phase critique, pour comprendre sa trajectoire en tant qu'« entrepreneur politique ». Lui-même juste après son retour au pays, a d'ailleurs affirmé que cet exil s'inscrivait dans un véritable plan stratégique dont il ne pouvait livrer tous les tenants et aboutissants.⁴ Mais, si effectivement à posteriori, on peut se dire que Laurent Gbagbo avait dès cette époque un véritable « agenda caché », il nous paraît encore plus important d'éclairer le contexte qui a pu, durant ces années charnières, déterminer la pente de sa trajectoire au-delà de ce qu'a pu être son penchant personnel.

S'il est surtout question d'évoquer cette période d'exil politique vécue à Paris de 1982 à 1988, il faut cependant rappeler brièvement les antécédents de la trajectoire politique et intellectuelle de Laurent Gbagbo (cf. notamment: Gbagbo 1983, Kokora 1999). Son entrée en politique est celle de toute une génération militante que l'on retrouve dans les différentes capitales africaines où sont implantées les universités de la première génération, celles de la construction nationale et de l'atmosphère anticolonialiste et anti-impérialiste des années 60. Le mouvement étudiant ivoirien issu de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) a été durant les années 60, une cible privilégiée de la répression exercée dans le cadre du système monopartisan mis en place sous la férule d'Houphouët-Boigny. Plus précisément, faute de pouvoir la contrôler, le régime a dissous en 1968, l'Union nationale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (UNEECI) et mis en place le Mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI) affilié au parti unique. En 1969, les étudiants ne l'entendaient pas ainsi et refusaient d'être mis au pas. L'armée est alors intervenue sur le campus.

Laurent Gbagbo était parmi les 400 étudiants internés au camp d'Akouédo et plus précisément parmi les sept que l'on a contraints à demander le « pardon » du chef de l'État au nom de tous les autres. Il faisait donc déjà partie des leaders de la « contestation éduquée ».⁵ De même, alors qu'il était devenu enseignant en 1971, au lycée classique d'Abidjan, il est arrêté en même temps que d'autres syndicalistes et d'étudiants à la suite d'une nouvelle grève étudiante. Il a ainsi passé 22 mois en

détention administrative au camp de Séguela, qui, aux dires d'un autre « fondateur » du Front populaire ivoirien « a servi, au niveau idéologique de creuset à la première évolution socio-politique de la Côte d'Ivoire dont l'indépendance n'avait qu'une dizaine d'années d'âge en mars 1971 » (Kokora 1999:29).

À cela, il faut sans doute ajouter un rapport étroit noué avec la France, non seulement à travers sa formation académique poursuivie en France (une licence de lettres, puis une maîtrise d'histoire en 1970 à la Sorbonne, et enfin une thèse de troisième cycle en histoire à Paris VII en 1979), mais également un premier mariage avec une enseignante française expulsée de la Côte d'Ivoire alors qu'il est arrêté en 1971.⁶ De même, on a pu souligner que sa socialisation politique a été marquée par l'arrestation de son père victime d'un des « faux complots » organisés par Houphouët au début des années 60 pour asseoir son autorité sur le Parti démocratique de Côte d'Ivoire et l'État ivoirien naissant (*Notre Voie* 2000).

Il faut également rappeler l'épisode qui l'a conduit en 1982 à s'exiler alors qu'il était devenu directeur de l'Institut d'histoire, d'archéologie et d'architecture (IHAA).⁷ Il s'agit de l'interdiction d'une conférence dont le thème était « Jeunesse et politique » où il devait intervenir à l'invitation d'étudiants. Mais surtout, cet incident s'inscrit dans le contexte du conflit engagé cette année là, entre le mouvement syndical enseignant et le pouvoir à la suite de la suppression de l'indemnité de logement.⁸ En bref, jusqu'à son exil conçu comme un acte « pédagogique » afin de « signifier qu'en Côte d'Ivoire malgré les discours et les incantations sur la paix, nul n'est en sécurité dès lors qu'il veut dire autre chose que le PDCI » (Gbagbo 1989:16), Laurent Gbagbo apparaît comme une personnification de ce que j'ai appelé les « acteurs contre-hégémoniques » caractéristiques du jeu socio-politique de l'Afrique des décennies post-coloniales, à savoir des acteurs sociaux, plutôt « intellectuels », souvent en devenir, qui tentent de s'opposer au moyen de leur capital culturel, voire organisationnel, au nom d'idéologies révolutionnaires ou progressistes mais plus encore méritocratiques, à la mainmise de la classe dirigeante (et de ses soutiens extérieurs) sur l'appareil d'État (cf. Bianchini 2003).

Si Laurent Gbagbo a présenté par la suite son exil français comme une sorte d'étape stratégique victorieuse et que les médias ont semblé reprendre cette version de l'histoire, il me semble déjà nécessaire de relativiser cette image: durant son séjour en France dans les années 80, la figure de Laurent Gbagbo ne drainait pas les foules et il n'avait sans doute pas toujours accès à des cercles influents comme le suppose, après coup, une certaine vision de la politique « françafricaine ».⁹

Pour envisager les relations qu'a pu nouer l'exilé Laurent Gbagbo en France, il importe de se replacer dans le contexte politique et idéologique de l'époque. L'année 1982 fait suite à celle de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Durant quelques mois encore on peut s'illusionner sur le « tiers-mondiste » de cette gauche française, symbolisé par le discours de Mitterrand à Cancun, relayé par le propos du ministre de la Coopération, Jean Pierre Cot, jusqu'en novembre 1982. Mais ceci ne va pas durer très longtemps. De même que sur le plan de la politique économique, on assiste en 1982-83 au « tournant de la rigueur », un virage similaire, au nom d'un « réalisme »

comparable s'opère en matière de relations internationales. Dans le domaine du « pré carré » africain, ce virage est symbolisé par le départ de Jean Pierre Cot dont les projets pouvaient remettre en cause le clientélisme traditionnel entre l'Élysée et les chefs de l'État africains. Un autre événement qui a marqué ce revirement, est l'intervention armée au Tchad durant l'été 1983 (baptisée « Opération Manta ») visant à protéger le pouvoir de Hissène Habré de ses opposants armés aidés de la Libye. Il s'est alors trouvé des intellectuels de « gauche » pour réclamer que cette intervention française aille encore plus loin, au nom d'une vision bipolaire de la géopolitique internationale.¹⁰ C'est durant ces années que le tiers-mondisme, l'anti-impérialisme, dont bien des intellectuels et des universitaires de gauche se réclamaient quelques années auparavant, sont devenues des idéologies déclassées, discréditées, dénigrées, au point qu'il devenait alors difficile de s'en réclamer sans passer pour un attardé n'ayant pas vu le train passer pour monter dans l'un des derniers wagons. Ce retournement des idées s'est produit sans doute ailleurs mais il a connu une accélération spécifique en France du fait de la coïncidence avec l'accès de la gauche au pouvoir. En outre, il a pris une résonance encore plus particulière dans le cas des relations franco-africaines.¹¹

Une autre porte qui s'est trouvée fermée à l'exilé Laurent Gbagbo, c'est celle de l'Université française. Nanti de son titre de directeur de l'Institut d'histoire, d'art et d'architecture, formé dans des universités françaises,¹² il a sans doute cru au départ qu'il pourrait, sinon trouver un emploi, du moins une certaine reconnaissance auprès de ses collègues français. Il y a sans doute un aspect structurel qui est en cause ici, concernant les difficultés d'intégration pour un intellectuel africain en France. Le problème peut être examiné sur un plan statutaire et a depuis fait l'objet de controverses nourries (cf. Guèye 2001).

Mais à travers le cas de Gbagbo on comprend aussi que la question est clairement politique.¹³ Il a vite vu que, contrairement à ce qu'il pouvait peut-être espérer à l'origine, l'étiquette d'« opposant démocratique » au régime d'Houphouët-Boigny n'était pas la meilleure carte de visite pour pénétrer les cercles universitaires africanistes français, même réputés de gauche, voire d'extrême gauche. Il est clair qu'accueillir au grand jour un opposant à un régime qui était un pilier traditionnel de la politique française en Afrique, c'était prendre un certain risque que ceux qu'il a sollicités devaient bien avoir à l'esprit...

Mais, de plus, pour une grande majorité de ces « spécialistes », cette « revendication démocratique » ne paraissait pas très crédible et pas vraiment à l'ordre du jour. Au début des années 80, l'horizon qui allait être celui de la vague démocratique en Afrique portée par les mouvements sociaux urbains quelques années plus tard, ne figurait guère sur l'agenda des politistes africanistes.¹⁴ On peut s'en étonner si l'on se réfère en ce domaine au renouveau qui a abouti en 1980 à la création de « Politique Africaine » avec notamment la fameuse thématique des « modes populaires d'actions politiques ». Mais une lecture attentive des textes originels indique déjà clairement qu'il s'agissait surtout de s'intéresser aux comportements « escapistes » ne remettant pas directement en cause les détenteurs du pouvoir politique et n'envisa-

geant pas sérieusement la question de l'alternative aux régimes de parti unique.¹⁵ Il y a plus – et c'est particulièrement sensible dans le cas de la Côte d'Ivoire – non seulement la revendication de la démocratisation des opposants politiques africains n'était guère entendue,¹⁶ mais, c'est la nature répressive des régimes qui était niée, du moins relativisée.¹⁷ Dans ces conditions, le peu d'intelligentsia africaine qui existait en France dans les années 80 et qui s'exprimait en termes politiques, ne pouvait que porter un jugement globalement négatif sur cette littérature universitaire qui leur apparaissait comme une dénégation de la violence qu'ils avaient subie et de la résistance qu'ils s'efforçaient de mener en exil.¹⁸

Ce n'est donc guère vers les institutions universitaires, ni vers les grands partis politiques français que Laurent Gbagbo a pu se tourner durant ces années d'exil, notamment pas vers le parti socialiste, alors que le virage vers la "realpolitik" françafricaine était bien amorcé.¹⁹ Il ne faut pas oublier que c'est sous ce gouvernement de gauche qu'il s'est pendant longtemps vu refuser un statut de réfugié par l'Office de protection de réfugiés et apatrides (OFPRA). Ce n'est qu'en septembre 1985, devant la commission des recours de l'OFPRA qu'il a pu obtenir ce statut.²⁰ Même lorsque Jacques Chirac devenu premier ministre se rendait en Afrique à la rencontre d'Houphouët, les socialistes français alors revenus dans l'opposition pouvaient quelque peu critiquer son régime mais semblaient ignorer encore totalement l'opposition ivoirienne et notamment Laurent Gbagbo (*L'Unité* 651 1986). Le retour de la droite aux affaires a d'ailleurs valu à Gbagbo de nouveaux déboires puisqu'un commissaire des renseignements généraux français lui faisait alors savoir qu'il courait certains risques (« une nouvelle affaire Ben Barka ») en persistant dans cette posture d'opposant à Houphouët (cf. *Libération* 06/06/86).

C'est donc ailleurs, dans des lieux plus marginaux que l'on a bien voulu l'accueillir. C'est par l'entremise de relations personnelles qu'il a connu Guy Labertit et qu'il a fréquenté la « rue de Nanteuil », un immeuble aujourd'hui démolit qui était situé dans le XV^e arrondissement. Ce lieu était le siège du Centre d'études anti-impérialistes (CEDETIM). Le CEDETIM est né à la fin des années 60 de plusieurs initiatives de soutien à des luttes de libération nationale menées dans le Tiers Monde (Vietnam mais aussi en Afrique). Dans les années 70, il a développé une réflexion critique notamment en direction de la coopération française en Afrique (cf. CEDETIM 1980). Les sensibilités politiques de ses membres étaient alors ouvertement marxistes-léninistes, autrement dit celles du maoïsme français de l'époque, ce qui s'est traduit par des liens avec des personnalités comme Samir Amin ou Bernard Lambert, le fondateur des « Paysans travailleurs » ou encore des militants de la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) qui se retrouvaient au sein du Parti socialiste unifié (PSU). Cela dit, même au sein de l'extrême gauche française, l'anti-impérialisme durant cette décennie 70 n'a pas été un véritable mouvement de masse.²¹ Le militantisme anti-impérialiste en France a été, même dans cette période plus euphorique, un militantisme de réseau réservé à des initiés, ayant eu le plus souvent une expérience personnelle avec les pays du Sud et les situations de domination coloniale. C'est dire que durant la décennie suivante, les effectifs étaient plutôt réduits!

Cependant, ces années 80 auront aussi connu quelques luttes qui mobilisaient ces militants tiers-mondistes et anti-impérialistes: il s'agit notamment des mobilisations autour de l'enjeu de l'immigration (avec la marche des « beurs » de 1983) ou encore celles concernant les « dernières colonies françaises »: la Nouvelle Calédonie et à un degré moindre les Antilles où se développaient alors des revendications indépendantistes. Avec le recul, ces luttes peuvent apparaître comme une sorte de rressac de la décennie précédente mais à l'époque, leurs perspectives pouvaient apparaître différentes. Ainsi la rue de Nanteuil abritait un grand nombre d'associations et de collectifs, dont les plus importants étaient l'Association médicale franco-palestinienne, le Comité de soutien au Nicaragua, l'Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak ou encore l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés du XV^e arrondissement.

C'est à l'initiative du CEDETIM qu'avait été créé la revue *Libération Afrique* en 1972. La première version sous une forme simplement ronéotée était destinée à être le porte-voix des mouvements de libération nationale en lutte sur le continent africain (Angola, Afrique du Sud, Guinée et Cap Vert, Namibie et Mozambique). À partir de 1979, la revue paraissait trimestriellement, sous une forme rénovée, plus magazine, centrée le plus souvent autour d'un dossier thématique et avec une ambition plus élargie géographiquement, d'où le changement de titre *Libération Afrique Caraïbes Pacifique* en 1981. À partir de 1983, c'est Guy Labertit qui devint le directeur de publication. Il succédait à Jean Yves Barrère qui fait partie du noyau fondateur du CEDETIM. Guy Labertit était alors militant au PSU, en charge du secteur international de ce parti. Cependant, il n'appartenait pas à la génération ayant fondé le CEDETIM. C'est par lui que Laurent Gbagbo est venu fréquenter la rue de Nanteuil. L'association qu'il a créée, le Mouvement ivoirien pour les droits démocratiques (MIDD), s'est alors installée à cette adresse.

À ce stade, il faut dire un mot sur le personnage de Guy Labertit qui a joué un rôle clé dans la trajectoire de Laurent Gbagbo: professeur d'espagnol dans un collège de la banlieue parisienne, venu comme moi du Sud-Ouest de la France, c'était un «VRP» infatigable du militantisme! Il vivait alors pour la politique ... avant quelques années plus tard de parvenir à vivre de la politique ! Son atout majeur était son carnet d'adresses issu à l'origine du militantisme étudiant qu'il avait su entretenir et prolonger grâce à sa présence au sein du PSU, un parti qui était déjà moribond à l'époque mais qui conservait un certain prestige tiers-mondiste, ce qui facilitait les contacts internationaux.²² C'est certainement ce carnet d'adresses africain qu'il avait mis de nombreuses années à se constituer qui peut expliquer son adhésion au parti socialiste et son accès immédiat au poste de responsable du secteur « Afrique » au début de la décennie 90, en pleine « vague démocratique ». Mais au sein du CEDETIM, c'était alors un « outsider »: il n'était pas un universitaire ni un cadre supérieur parisien comme l'étaient la plupart des « historiques » du CEDETIM. Il n'avait pas leur formation académique, notamment axée sur l'économie, tant sur le plan théorique (le marxisme dépendantiste dans la perspective de Samir Amin) qu'empirique (la connaissance des firmes françaises implantées en Afrique), comme on

peut le voir à la lecture comparée de l'ouvrage du CEDETIM sur l'impérialisme français et des derniers numéros de *Libération Afrique Caraïbes Pacifique*, qui étaient plus centrés sur l'actualité politique (le Tchad, le Burkina Faso, la Kanaky notamment).

Et Laurent Gbagbo dans ce milieu, quelle était sa situation ? Certes, il avait été accueilli comme un militant africain en exil. Mais d'une part, le CEDETIM était déjà dans une phase de déclin. C'était en fait une sorte d'état-major sans troupes.²³ Et surtout, il y était considéré comme un exilé comme un autre et non pas comme le futur leader de l'opposition ivoirienne qu'il aspirait déjà à être.²⁴ Par ailleurs, Laurent Gbagbo fréquentait d'autres exilés africains comme Bernard Doza²⁵ avec lequel il avait fondé le MIDD. Il avait également collaboré à la revue de Mongo Beti: *Peuples noirs. Peuples africains* en coordonnant en 1984 un numéro « spécial Côte d'Ivoire » (cf. bibliographie). Mais il s'agissait d'un milieu intellectuel et politique doté d'une faible visibilité et d'un faible impact en France.²⁶ En outre, le panafricanisme qui regroupait les intellectuels ou les étudiants africains durant l'époque glorieuse de « Présence africaine » ou encore de la FEANF, avait déjà plus ou moins disparu.²⁷ En fait, le vrai « travail » de Laurent Gbagbo pour le compte du Front populaire ivoirien (FPI) – créé par seulement cinq personnes en 1982 réunies à Abidjan dans une clandestinité qui se voulait totale (Kokora 1999) – a été de rencontrer Guy Labertit et de faire en sorte qu'il devienne chargé du secteur « Afrique » au Parti socialiste. Et le fait que ce dernier ait occupé si rapidement ce poste quelques années plus tard, ne peut qu'être une illustration de la crise contemporaine de la représentation politique: les grands partis qui sont censés représenter la majorité des électeurs tendent de plus en plus à être des sortes de coquilles vides que toutes sortes de « troglodytes » peuvent occuper à la faveur de circonstances particulières...²⁸ Sans la faveur de ces circonstances particulières, il n'est pas du tout sûr que la carrière de Laurent Gbagbo aurait été ce qu'elle est devenue par la suite.

Tout ceci ne revient pas à dire que ce dernier avait alors le visage d'un « homme sans qualités ». Ce qui demeure encore, c'est le fait qu'il ait été le premier à tordre le cou ouvertement au mythe de la « sagesse » houphouëtiste – construite autour de la figure du père qui pardonne à ses enfants égarés – en mettant au grand jour l'histoire oubliée de la répression menée à certaines occasions par le régime ivoirien, en particulier les faux « complots » ou encore la répression de 1970 menée dans la région de Gagnoa (Gbagbo 1983).

Mais en même temps, il faut dire que cette révélation par rapport aux décennies antérieures s'accompagnait aussi d'une certaine dénégation voire une occultation des enjeux qui allaient devenir visibles dans la décennie suivante, autour des questions d'identité ethnique et de nationalité. Dans ses écrits et ses interventions orales de l'époque, Gbagbo a toujours affirmé que l'ethnicisation de la vie politique était le seul fait de la politique menée par le PDCI. La thèse qu'il voulait alors à tout prix défendre était que le multipartisme livré à lui-même ne coïnciderait pas avec des lignes de fractures ethniques. C'est pourquoi afin d'apporter la preuve de la viabilité d'un jeu démocratique en Côte d'Ivoire, il cherchait à faire de la vie politique dans

les années 50 une sorte de « modèle »... ce qui était par ailleurs pour le moins contradictoire avec sa position d'intellectuel anticolonialiste.²⁹ En ce qui concerne son positionnement d'opposant par rapport au régime, il s'agissait à tout prix d'éviter d'être catalogué comme « intellectuel bété », ce qui était manifestement la stratégie d'Houphouët au sujet du « complot des enseignants » de 1982 qu'il tentait de présenter comme l'œuvre d'intellectuels bété frustrés, afin de pouvoir ensuite se présenter comme un « rassembleur » en tant que « père de la Nation ».

Enfin l'occultation était encore plus totale par rapport à la question des étrangers africains en Côte d'Ivoire. Dans ses écrits d'historien et de militant, Gbagbo a abordé la question de l'immigration en rappelant notamment que cette main d'œuvre a été amenée par la colonisation avec la construction de la voie ferrée, puis la mise en place du Syndicat interprofessionnel pour l'acheminement gratuit de la main d'œuvre (SIAMO) (Gbagbo 1982:116-122; *LACP* 21 1984). Mais curieusement, il n'y avait pas de place dans son discours sur la revendication démocratique, pour la question des étrangers, de leur intégration et de celle des générations suivantes, dans une Côte d'Ivoire avec des compétitions électorales ouvertes. Jamais à l'époque, je ne l'ai entendu prononcer un mot sur le fameux « bétail électoral » acquis au PDCI. On peut remarquer aussi qu'il est demeuré très discret, pour ne pas dire plus, au sujet des pogromes anti-étrangers qui ont eu lieu à plusieurs reprises dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, des événements qu'il lui était difficile d'ignorer.³⁰ À l'évidence, il s'agissait d'un pan de l'histoire interne ivoirienne qui ne cadrait pas avec la geste héroïque de la construction de la nation ivoirienne dont il se faisait le héraut. C'est d'autant plus significatif que le programme du FPI qu'il a rédigé à cette époque se situait dans la perspective de la construction d'un fédéralisme ouest-africain (FPI 1987). Mais là encore, de manière finalement très bureaucratique, Gbagbo concevait cette intégration ouest-africaine par le « haut », dans un cadre étatique voire purement diplomatique, et non à travers les liens concrets noués entre populations « autochtones » et « allogènes ».

A posteriori, on peut se dire que, dès cette époque, il aurait fallu avoir plus de vigilance ou en tout cas, plus de curiosité par rapport à ces ambiguïtés. Pour cela, il aurait été nécessaire d'en savoir un peu plus sur ces « histoires parallèles » voire « souterraines » de la Côte d'Ivoire, ce qui n'était pas le cas de ceux qui l'entouraient dans le milieu qu'il fréquentait. Et de plus, le moins que l'on puisse dire, c'est que les ouvrages les plus en vue des « spécialistes » de la Côte d'Ivoire (Fauré & Médard 1982; Vidal 1991) ne nous ont guère éclairés sur ces questions, jusqu'à ce que l'« ivoirité » devienne la thématique dominante du débat politique dans les années 90.

En outre, c'était déjà à l'évidence un grand acteur, en ce sens qu'il avait une puissance de « jeu » telle qu'il pouvait paraître persuasif alors que le contenu de ces arguments l'était beaucoup moins, autant de qualités utiles pour devenir un bon politicien!³¹ Il est probable que ces dispositions personnelles ne dataient pas de cet exil parisien. Néanmoins, le contexte dans lequel il a évolué durant ces années ont à mon sens favorisé cette aptitude à jouer en permanence un « double jeu ». Une telle

situation existentielle est d'abord liée à la condition de tout migrant ou exilé vivant en permanence avec deux univers de référence (Sayad 1999:93-94).

Mais dans le cas de Laurent Gbagbo, il y a eu d'autres phénomènes qui ont pu accroître cette sorte d'ubiquité intellectuelle. D'abord, il s'agissait de se positionner dans un contexte en forte évolution sur le plan idéologique. Il ne faut pas oublier qu'une bonne partie de sa génération politique se réclamait encore de l'instauration d'un modèle socialiste par le biais d'une avant-garde révolutionnaire – voir notamment ce qui se passait dans le Burkina Faso de Sankara – tandis que lui avait choisi dès le début des années 80 de se battre prioritairement voire exclusivement autour de l'idée du multipartisme – avec toutes les ambiguïtés que cela peut également supposer, puisqu'un processus électoral n'est qu'un moyen et non la finalité d'une action politique. Dès cette époque mais plus clairement ensuite, il s'est situé dans le cadre d'un changement politique de type institutionnel et non dans l'optique – sans doute purement verbale selon lui – d'une révolution sociale, telle que la revendiquaient les militants de la FEANF des années 70 avec le fameux mot d'ordre de « l'intégration aux masses ». ³² Néanmoins malgré ce « recentrage » idéologique, il est demeuré un paria en France, autant sur le plan politique qu'universitaire sans parler de la surveillance policière qui l'entourait à l'époque. Il a ainsi fait l'expérience d'une situation où les « grands principes » ont pu se révéler comme de la pure phraséologie même ceux qui sont pourtant les plus « politiquement corrects », ³³ tandis qu'il semblait davantage gratifiant de présenter une « façade » qui puisse convenir pour des « représentations » destinées à des « publics » différents, au-delà de ceux qu'il côtoyait à la rue de Nanteuil, un microcosme manifestement un peu étroit pour ses ambitions politiques.

De plus, si selon mon hypothèse, cette période constitue un moment critique dans la carrière de Laurent Gbagbo, elle n'est qu'une étape dans sa trajectoire. Il ne fait donc pas de doute qu'à travers ce papier, je n'ai pu donner qu'un aperçu limité du véritable « jeu » qui a pu être le sien dès cette époque. ³⁴ C'est pourquoi, il doit être compris comme une simple contribution qui pourra éventuellement entraîner d'autres témoignages complémentaires ou contradictoires, en réaction à cette première tentative d'éclairage sociologique d'un intellectuel africain entré en politique...

Notes

1. « Depuis toujours, Laurent a dû se débrouiller, d'où son côté voyou “affirme un témoin de l'époque” » (*Le Monde*, 25/01/03).
2. « Tel un guerrier qui va au front, il part à la conquête de la dimension humaine » (*Notre Voie*, 30/10/00).
3. Pour être plus précis, j'ai effectué durant deux années un service civil en tant qu'objecteur de conscience dans une association tiers-mondiste parisienne; en réalité pendant un peu plus d'une année, j'ai été le « permanent » du journal *Libération Afrique* auquel participaient Laurent Gbagbo et Guy Labertit. Du fait de mon rôle plutôt subalterne (la gestion des abonnements, la prise en charge des aspects techniques du journal, etc.), ma

position se rapprochait sans doute le plus de celle que Goffmann désigne sous le terme de « non personne »... ce qui est évidemment une position idéale pour l'observation sociologique!

« Ceux qui jouent ce rôle sont présents durant l'interaction, mais à certains égards ils n'assument ni le rôle d'acteur ni le rôle de public, pas plus qu'ils ne prétendent être ce qu'ils ne sont pas (comme le font les délateurs, comparses et contrôleurs). Peut être le type classique de la non-personne, dans notre société, est-il le domestique » (Goffmann 1973:146).

L'équipe en question comportait sur le papier une quinzaine de personnes (le nom des collaborateurs figurait au début de chaque numéro). En réalité la plupart des réunions de travail se faisaient dans un petit bureau ne pouvant contenir au maximum que quatre à cinq personnes (Guy Labertit, Laurent Gbagbo, Jean Yves Barrère, Gabriel Desneiges le « pseudo » d'une personne devenue depuis chercheur africaniste sous son vrai nom... et moi-même).

4. Dans un ouvrage d'entretien paru pour expliquer « l'histoire d'un retour », Gbagbo nous livre lui-même une typologie des exilés:
 - « ceux qui ne reviennent pas dans leur pays d'origine » ;
 - « ceux qui attendent que les conditions changent pour revenir » ;
 - « ceux qui rentrent dans le silence ou dans le rang » ;
 - et un dernier cas de figure le sien, « ceux qui ne sont pas partis pour faire une carrière d'exilé et brader les idées auxquelles ils croient ».

Il insiste sur ce point en ajoutant, « Je ne suis pas parti pour faire une carrière d'exilé (je pensais d'ailleurs être de retour au bout de deux ans ou trois): je suis parti pour faire du travail ». Mais, quant au contenu de ce « travail » il refuse de donner des précisions avec la justification suivante: « Je n'en parlerai pas pour ne pas entraver le travail que le Front populaire ivoirien fait sur le terrain; il est important qu'une grande partie du travail qui a été fait là-bas ne soit pas mis sur la place publique maintenant » (Gbagbo 1989:20).

5. Selon ses dires, il dirige à partir de 1969, un groupe clandestin: la « cellule Patrice Lumumba » (cité, in: Kokora 1999:50).
6. Le cas de L. Gbagbo illustre plutôt bien la catégorie de l'« émigré politique » décrite par A Sayad: « (...) curieux de connaître leur nouvel environnement, qu'ils ont le souci d'investir et de comprendre – comme en témoigne leur bonne volonté culturelle, leur soif d'apprendre, leurs grands efforts d'autodidaxie; et leur engagement politique lui-même qui n'est, dans une large mesure, qu'une autre manifestation de ces mêmes dispositions intellectuelles –, ils ont fini par nouer de solides relations et même des amitiés (politiques, syndicales, etc.) dans la société française, et ils ont souvent épousé ou eu comme compagnes des femmes françaises et, parfois pris la nationalité française » (Sayad 1999:149).
7. Son recrutement à l'IHAA qui s'effectue en 1974 à la suite de son internement à Seguéla demeure mal éclairé alors qu'il n'a que 29 ans et n'est pas encore diplômé de troisième cycle: autonomie de l'institution académique, ce qui est peu probable étant donné le contexte ivoirien, ou déjà manifestation d'un jeu ambigu entre le pouvoir et l'un de ses contestataires déjà fortement repéré et qu'il s'agissait de ramener dans le giron patrimonial ?
8. Les enseignants du secondaire et du supérieur depuis 1970 avaient pu créer leurs propres syndicats en dehors du cadre du parti unique: le Syndicat national des enseignants de Côte d'Ivoire (SYNESCI) et le Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES).

9. À titre d'illustration de la prudence qu'il convient d'avoir vis-à-vis des propos actuellement rapportés dans la presse cette juxtaposition d'extraits pour le moins contradictoires saisis dans deux quotidiens réputés pour leur « sérieux ». Dans un portrait, il est dit qu'au cours de ce séjour en France, « il se rapproche d'Henri Emmanuelli, de Michel Rocard, fréquente les milieux franc-maçons » (*Le Figaro* 31/01/03); dans un autre, paru au même moment, on veut nous faire savoir qu'« au PS, il n'y a que Guy Labertit qui connaisse 'Laurent' » (*Le Monde* 25/01/03).

Le journaliste, Pierre Haski, qui lui avait consacré un des très rares articles de presse écrit à son propos durant son séjour en France était sans doute plus proche de la réalité du moment lorsqu'il relatait les démêlés de l'exilé politique Gbagbo avec les autorités françaises et ivoiriennes:

« Pourquoi un tel acharnement pour "récupérer" cet homme robuste de 41 ans qui, à part quelques articles et un livre, n'a que peu fait parler de lui depuis quatre ans qu'il est en France ? » (*Libération* 06/06/86).

10. « La politique française en Afrique s'encombre encore, et c'est bien naturel, d'états d'âme et de remords coloniaux. Au Tchad aujourd'hui, on n'en n'est plus à choisir entre l'Afrique de Foccard et celle rêvée de Jean Pierre Cot; les blindés soviétiques de Kadhafi ont simplifié les enjeux ».

Cette tribune martialement intitulée: « Tchad: l'engagement à reculons » était signée de Yves Montand, André Glucksmann, Bernard Kouchner, Jacques Lebas et Jean Paul Escande (*Libération* 12/08/83).

11. Pour s'en persuader, il suffit de relire les propos de celui qui était en train de devenir le chef de file des politistes africanistes français qui couvrait alors de son mépris ce qu'il qualifiait de « paléogauche africaniste »: « face au continent, l'extrême gauche s'est cantonnée dans un discours anti-impérialiste sclérosé et ne répond à aucun des problèmes du jour; l'inanité de sa démarche est apparue au plus fort de la crise tchadienne, dans sa critique de l'opération Manta » (Bayart 1985:125-126) Un jugement qui est à rapprocher de celui formulé à l'endroit de la politique tchadienne de Mitterrand (« Reconnaisant au président de la République le mérite de la mesure dans le règlement de ce conflit épineux », (...)) (ibidem 84).

12. Quelques mois encore avant son arrivée en France il était invité à présenter une communication en décembre 1981 pour le colloque « Entreprises et entrepreneurs en Afrique » (Coquery-Vidrovitch & Forest 1983:477-486).

13. Les deux aspects sont évidemment toujours liés et on ne trouvera guère d'universitaires ou de chercheurs français pour s'étendre sur les raisons pour lesquelles ils ont préféré ne pas voir le Laurent Gbagbo des années 80 s'afficher au sein de leur institution. En tout cas, une sorte de "testing" nous est fourni avec le cas de Pascal Dago Kokora, maître assistant de linguistique, qui a du interrompre sa carrière universitaire à Abidjan pour des raisons politiques comparables: exilé aux États-Unis en 1988, il a pu poursuivre là-bas une carrière universitaire et mener de pair ses activités de propagandiste du FPI...

Ce contraste entre les probabilités de carrière pour des intellectuels africains de part et d'autre de l'Atlantique est révélé aussi par les trajectoires d'universitaires francophones – comme celle de Valentin Mudimbe – recrutés par des institutions prestigieuses ou devenu chefs de département dans des universités nord américaines (Kom 1993:61-68).

14. Comme l'explique alors un auteur britannique qui publie alors souvent en France, dans le cas du Sénégal, les vrais défenseurs des intérêts populaires, ce sont les marabouts et plus généralement les « intellectuels traditionnels » et non ceux qu'il qualifie de « gauchis-

tes des villes » (O'Brien 1984:36). En fait même lorsqu'ils avaient opéré leur reconversion idéologique en abandonnant leurs références marxistes-léninistes, aux yeux des « africanistes » occidentaux, les opposants africains de cette décennie 80 demeuraient toujours des « gauchistes des villes » !

15. Voir par exemple les propos tenus dans un article intitulé étrangement « La revanche des sociétés africaines » : « (...) il serait vain de dissimuler le consentement des dominés à leur domination (...) et de même que la religion populaire n'est pas forcément hétérodoxe, les modes populaires d'action politique ne contredisent pas nécessairement le pouvoir; au risque de choquer, allons jusqu'à dire que la pénétration de l'État, du Capital ou de leurs appareils idéologiques peut être vécue comme partiellement libératrice ou avantageuse et qu'à vouloir se le cacher, l'on se condamne à ne pas comprendre pourquoi les paysannes étatiques déploient plus d'ingéniosité à subvertir les rouages de l'économie étatique ou à s'urbaniser qu'à entreprendre une révolution. » (Bayart 1983:112).
16. Dans une livraison consacrée au thème « Quelle démocratie pour l'Afrique? » l'éditorial de la même revue signale que, sur cette question il y a bien « des réflexions neuves menées par des Africains en Afrique même » mais que « à notre grand regret, pour des raisons matérielles d'espace et surtout de délai de publication », il n'a pas été possible d'en faire état ... (*Politique Africaine* 11, 1983:5).
17. On peut toujours revenir au même auteur qui parle d' « une pratique de la répression que l'on pourrait qualifier intimiste, tantôt relativement bonhomme et paternaliste (le Président admoneste lui-même ceux qui se sont rendus coupables d'indocilité politique comme cela semble s'être fait en Côte d'Ivoire ou au Cameroun) (Bayart, *ibidem*:113). Mais c'est surtout l'ouvrage *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire* écrit comme une sorte de réhabilitation du modèle ivoirien (à l'encontre des thèses dépendantistes de Samir Amin) qui est encore plus significatif sur ce plan: « La coercition: fermeté et modération. Les autorités n'hésitent pas à recourir à la coercition avec fermeté et détermination quand cela paraît nécessaire. Mais ceci admis, la coercition ne tient pas lieu de politique, elle reste modérée si l'on veut bien se situer dans une perspective comparative. La meilleure preuve de cette modération se trouve dans la liberté de parole qui règne au sein de la population et qui surprend quiconque a l'expérience d'autres pays africains » (Fauré et Médard 1982:71).
18. Cette critique véhémement s'exprimait notamment durant cette décennie dans les colonnes de *Peuples noirs Peuples africains*, une revue politique et littéraire dirigée par Mongo Beti. Dans le cas de la Côte d'Ivoire cette dénégation de la répression en France faisait écho à celle du régime ivoirien lui-même, puisqu'officiellement, il n'y avait pas de prisonniers politiques en Côte d'Ivoire même lorsque Gbagbo et ses camarades sont demeurés pendant près de deux années, internés dans un camp militaire à Seguela.
19. Une anecdote véhiculée dans la presse avec beaucoup de sérieux m'apparaît presque comme un canular qui prête plutôt à sourire: il est dit que Laurent Gbagbo aurait assisté en 1983 au congrès de Bourg en Bresse du Parti socialiste, grâce à un « badge de journaliste de Libération Afrique ». Même si cette scène a pu avoir lieu en ces termes – ce dont je doute un peu – il paraît étonnant que le journal militant en question ait pu alors avoir une telle notoriété au point de fournir l'équivalent d'une carte de presse ! Si c'est bien le cas, cela montre que l'on peut très facilement abuser de l'identité journalistique et alors des journalistes professionnels n'ont peut-être pas intérêt à mettre en relief ce type d' « information destructive » pour leur propre légitimité ...

20. Il avait fait savoir dans ces circonstances que dans le cas où ce statut lui serait refusé il ferait appel devant le Conseil d'État en produisant les discours d'Houphouët où celui-ci le mettait en cause personnellement.
21. Gus Massiah raconte que le CEDETIM s'est rendu compte de la difficulté à mobiliser sur cette question lorsqu'il s'est agi en 1971 d'organiser une manifestation de soutien à l'Union des populations du Cameroun (*Vacarme* 2001).
22. Je me souviens en particulier qu'à ce titre, en 1986, il avait été invité au Xe anniversaire de la création de la République arabe saharouie et démocratique.
23. Les « comités anti-impérialistes » des années 70 avaient alors presque tous disparu. On assistait alors à une reconversion vers l'expertise professionnelle avec l'Association internationale des techniciens experts et chercheurs (AITEC) où se retrouvaient des membres du CEDETIM désormais plus « experts » que « rouges ». Une telle reconversion ne pouvait intéresser des « politiques » comme l'étaient Labertit et Gbagbo..
24. À ce propos, j'ai encore en mémoire une confidence de Guy Labertit, dont à l'époque je ne pouvais saisir toute la portée: « Ce que les gens n'ont pas compris ici, c'est que Laurent c'est une vraie bête politique! ». Lui l'avait compris avant tout le monde, d'où une sorte de pacte faustien qui s'est noué entre les deux personnages...
25. Bernard Doza était un autre opposant ivoirien à Paris. Il animait une émission intitulée « Exil » sur une radio libre parisienne, Media Soleil, qui constituait un des rares lieux où des opposants africains de l'époque pouvaient s'exprimer (*L'ACP* 21, 1984:8).
26. Ce phénomène n'est pas conjoncturel: des intellectuels africains francophones importants comme Cheikh Anta Diop, Mongo Beti ou antillais comme Frantz Fanon sont finalement davantage reconnus post mortem outre-Atlantique que de leur vivant en France.
27. On assiste aussi parmi les intellectuels exilés à des regroupements par nationalités, même lorsque ces intellectuels se revendiquent du panafricanisme. Voir l'exemple du groupe « Jonction » puis de « Diaspora africaine » qui regroupait surtout des Sénégalais (Gueye 2001:98-114). Et encore, ces groupes ne pouvaient exister pour toutes les nationalités. Dans le cas des Ivoiriens, une telle communauté intellectuelle n'existait pas vraiment au cours des années 80.
28. Et ce d'autant plus qu'il s'agit de responsabilités ayant trait à des sujets qui sont particulièrement négligés ou maltraités par le débat public comme c'est le cas de la politique française en Afrique.
29. « Entre 1946 et 1957, la Côte d'Ivoire a connu le multipartisme. Je montre dans ce livre qu'à cette époque aucun parti n'a été créé sur des bases tribales » (Gbagbo 1983:9). Or, par ailleurs Gbagbo nous dit que jusqu'en 1960, ce jeu partisan ne mettait pas en scène de véritables partis politiques mais de « simples groupes de pression » puisque ces formations ne réclamaient pas l'indépendance (*ibidem*:60).
30. « Signalons enfin qu'en octobre 1958, une "Ligue des originaires de Côte d'Ivoire" formée de jeunes Ivoiriens, s'en était pris violemment aux Togolais et aux Dahoméens, les accusant "d'accaparer les bonnes places" » (Gbagbo 1983:29). C'est la seule mention qui figure dans cet ouvrage sans autre commentaire de la part de Laurent Gbagbo sur la validité de ce grief adressé aux étrangers. Il n'est pas mentionné non plus que cette ligue avait été créée par un certain Pepe Paul qui aurait été financé par Houphouët (*Le Grand Soir Info* 2002).

Lorsqu'une question lui a été posée explicitement sur les réactions anti-étrangers que l'on a pu observer dans son pays comme ailleurs, ce qui pourrait faire obstacle à son projet fédéraliste ouest-africain, il élude la question en des termes qui prennent une connotation particulièrement troublante a posteriori: « Ce qui est sûr ce que c'est un combat. Nous ne reculons pas devant les combats » (Gbagbo 1988:70).

31. J'ai en particulier le souvenir d'une conférence qu'il avait donné au CEDETIM – en présence à peine d'une douzaine de personnes! – qui reprenait les principaux arguments de son ouvrage *Côte d'Ivoire: pour une alternative démocratique*. À une intervention qui l'invitait à trouver quelque mérite à la stratégie économique du régime d'Houphouët relativement à d'autres régimes africains, autrement dit à une question sur les causes du « miracle ivoirien », il avait répondu que, dans son pays il suffisait de semer du cacao ou du café pour que cela pousse. Ainsi écrit, cet argument paraît très inconsistant mais sur le coup, il me semble qu'il avait convaincu son public...
32. À la fin des années 80, il pouvait critiquer ouvertement ceux qui étaient demeurés marxistes-léninistes et se réclamaient encore de la « dictature du prolétariat » en y ajoutant une précision révélatrice du « contenu de classe » de sa « revendication démocratique »: « partout dans le monde, la gestion réelle du pouvoir est entre les mains de ce qu'il est convenu d'appeler la petite bourgeoisie » (Gbagbo 1988:54).
33. Gbagbo avait bien noté ce « double standard » dans les pays occidentaux, entre l'intérêt porté aux « dissidents » des pays de l'Est et l'invisibilité de ceux des pays du Sud, en particulier les « dissidents » africains: « Non ce qu'il faut dire, c'est qu'en Europe (plus précisément en France puisque c'est le pays européen que je connais le mieux) on juge de façon différente les événements, selon qu'ils se passent en Europe de l'Est ou en Afrique noire (...).
J'ai subi cette attitude comme une agression contre nous, parce que tous les combats que mènent les amis, les camarades de l'Europe de l'Est contre les partis uniques, ces combats nous les soutenons et popularisons ici, ces combats ont des échos formidables en Occident » (ibidem:59).
34. En disant cela je pense en particulier à ses rapports avec le régime d'Houphouët et même la personne d'Houphouët qui semblent avoir été, depuis longtemps, au vu de ses propres déclarations ultérieures, pour le moins ambiguës (Gbagbo 1988; ou encore plus clairement: *Jeune Afrique Économie* 2003).

Bibliographie

- Amin, Samir, 1993, *Itinéraire intellectuel*, Paris: L'Harmattan.
- Amondji, Marcel, 1984, *Félix Houphouët-Boigny et la Côte d'Ivoire: l'envers d'une légende*, Paris: Karthala.
- Amondji, Marcel, 1986, *Le PDCI et la vie politique de 1944 à 1985*, Paris: Karthala.
- Bayart, Jean François, 1983, « La revanche des sociétés africaines », *Politique Africaine*, n° 11, septembre, pp. 95-127.
- Bayart, Jean François, 1985, *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris: Karthala.
- Becker, Howard S., 2002, *Les ficelles du métier*, Paris: La Découverte.
- Bianchini, Pascal, 2004, *École et politique en Afrique noire. Sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000)* (préface de Pierre Fougeyrollas), Paris : Karthala, 286 p.

- Bourdieu, Pierre, 1986, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine & Alain Forest, 1983, *Entreprises et entrepreneurs en Afrique*, (tome I), Paris: L'Harmattan.
- CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes), 1980), *L'impérialisme français*, Paris: Maspéro.
- Falola, Toyin, 2001, *Nationalism and African Intellectuals*, Rochester Press.
- Fauré, Yves André & Jean François Médard, 1982, *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris: Karthala.
- FPI, Introduction de Laurent Gbagbo, 1987, *Propositions pour gouverner la Côte d'Ivoire*. Paris: L'Harmattan.
- Gbagbo, Laurent, 1982, *Côte d'Ivoire, économie et société à la veille de l'indépendance*, Paris: L'Harmattan.
- Gbagbo, Laurent, 1983, *Côte d'Ivoire. Pour une alternative démocratique*, Paris: L'Harmattan.
- Gbagbo, Laurent, 1989, *Côte d'Ivoire. Histoire d'un retour*, Paris: L'Harmattan.
- Gere, Stephen, 1986, « La France préférée d'Houphouët », *L'Unité* 651, avril, pp. 14-15.
- Goffmann, Erving, 1973, « La mise en scène de la vie quotidienne. 1. », *La présentation de soi*, Paris, Minuit.
- Gueye, Abdoulaye, 2001, *Les intellectuels africains en France*, Paris: L'Harmattan.
- Haski, Pierre, 1986, « L'Ivoirien n'a pas la côte », *Libération*, 6 juin.
- Kokora, D. Pascal, 1999, *Le Front Populaire Ivoirien de la clandestinité à la légalité. Le vécu d'un fondateur*, Paris: L'Harmattan.
- Kom, Ambroise, 1993, « Intellectuels africains et enjeux de la démocratie: misère, répression et exil », *Politique Africaine*, 51, octobre, pp. 61-68.
- O'Brien, Donald Cruise, 1984, « Des bienfaits de l'inégalité. L'État et l'économie rurale au Sénégal », *Politique Africaine*, 14, pp. 34-73.
- Sayad, Abdelmalek, 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris: Seuil.
- Smith, Stephen, 2003, « Laurent Gbagbo: l'élu du peuple », *Le Monde*, 25 janvier.
- Vidal, Claudine, 1991, *Sociologie des passions (Côte d'Ivoire, Rwanda)*, Paris: Karthala.

Articles de périodiques

- Libération-Afrique*, nouvelle série, numéros 1 à 30 (1978-1986).
- « Spécial Côte d'Ivoire 1960-1984 », *Peuples noirs Peuples africains*, 41-42, novembre-décembre 1984.
- Libération Afrique Caraïbes Pacifique*, nouvelle série, numéros 1 à 30 (1979-1986).
- « Le vrai visage de Laurent Gbagbo », *Jeune Afrique Économie*, 348, du 20 janvier au 2 mars 2003.
- « La prison, l'exil, le pouvoir », *Notre Voie*, 30 octobre, 2002, 737. « Interview de M. Bernard Doza », *Le Grand Soir Info*, 7 novembre 2002.
- « Le CEDETIM, une histoire opiniâtre. Entretien avec Gus Massiah », *Vacarme*, Juin 2001.
- Le Figaro*, 31/ 01/03
- Le Grand Soir Info*, 2002
- Le Monde*, 25/01/03
- Libération*, 06/06/86
- Libération*, 12/08/83
- L'Unité*, 651, 1986
- Notre Voie*, 30/10/00
- Notre Voie*, 2000

